

CONVENTION CADRE 2024-2026 ENTRE

L'Epfl du Dauphiné et l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise

ENTRE D'UNE PART :

L'Etablissement public foncier local du Dauphiné, dont le siège est situé 44, avenue Marcelin Berthelot à Grenoble, représentée par son Directeur Général, Vincent REMY dûment habilité aux fins des présentes.

ci-après désignée par « epfl du Dauphiné »,

ET D'AUTRE PART :

L'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise, dont le siège est situé au 21 rue Lesdiguières sis 38000 GRENOBLE, représentée par son Président en exercice, Monsieur Bruno Cattin, dûment habilité aux fins des présentes.

ci-après désignée par l'« Agence d'Urbanisme »,

PREAMBULE

L'État, les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale, les établissements publics fonciers, les personnes morales de droit public ou de droit privé chargées d'une mission de service public, qui adhèrent aux statuts et ont été agréées par le conseil d'administration de l'Agence d'Urbanisme, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, sont membres de l'Agence.

L'Agence d'Urbanisme a pour vocation :

- d'être un espace d'échanges, de collaborations et d'articulations pérennes pour les différents partenaires concourant au développement du territoire et à l'accompagnement aux transitions environnementale, économique et sociale ;
- de proposer, par la permanence de ses observations et analyses, une connaissance du territoire et de ces évolutions afin de participer à la construction des politiques publiques de demain ;
- de réaliser des études d'aménagement, de développement et d'urbanisme dans l'intérêt commun de ses membres avec une approche pluridisciplinaire et transversale ;
- de mettre en œuvre les mesures propres à diffuser l'information à différents publics et à participer à l'animation du milieu local des professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme.

Ces actions, études, observations, analyses, recherches ou réflexions sont menées en toute indépendance et dans l'intérêt commun de l'ensemble de ses membres, dans l'esprit de l'article L. 101-1 du Code de l'urbanisme qui dispose notamment que « *Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie* ».

L'enjeu majeur pour la fabrique des politiques publiques réside aujourd'hui en la juste articulation des institutions publiques, des structures qui leur sont rattachées et de leurs « outils ». De par ses savoir-faire complémentaires aux métiers des services des collectivités, et son positionnement à l'articulation des échelles du territoire, l'Agence d'urbanisme s'avère un outil essentiel permettant d'asseoir la construction de l'Aire grenobloise à terme.

Chacun des membres de l'Agence d'Urbanisme peut ainsi s'appuyer sur ce large partenariat pour alimenter ses propres orientations stratégiques et ajuster l'exercice de ses compétences. Le programme partenarial d'activité de l'Agence vise à dépasser les silos institutionnels et thématiques et à identifier des synergies et des convergences entre les préoccupations de ses membres.

L'EP-SCoT, l'Epfl du Dauphiné, le SMMAG et Grenoble-Alpes Métropole notamment, reconnaissent leur intérêt commun à coopérer dans l'élaboration du programme partenarial. Par son statut d'ingénierie partagée au service des territoires, l'Agence d'urbanisme est le garant de cette coordination technique et politique au service des usagers. Elle permet d'autre part le partage d'informations et d'expertises nécessaires au bloc local. Enfin, elle contribue

au développement des coopérations en assurant des missions d'alerte et d'intelligence de coordination interterritoriale.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

A - L'Agence d'Urbanisme

L'Agence d'Urbanisme de la région grenobloise est une instance partenariale qui associe des collectivités et partenaires locaux dans un cadre prévu par la législation :

L'Etat, le Conseil départemental de l'Isère, la Métropole de Grenoble-Alpes Métropole, la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais (CAPV), la Communauté de Communes du Grésivaudan (CCG), l'Etablissement Public du SCoT de la Grande Région de Grenoble, le Syndicat mixte des mobilités de l'Aire Grenobloise (SMMAG) membres de droits, ainsi que les autres membres dont l'Epfl du Dauphiné, s'associent au sein de l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise, association régie par les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901, afin de permettre que soient menées études, observations, analyses, recherches et réflexions en toute autonomie et dans l'intérêt commun de ses membres dans l'esprit de l'article L. 132-6 du Code de l'urbanisme (Loi n°2014-366 du 24 mars 2014) et de la note technique du 30 avril 2015 relative aux agences d'urbanisme :

« Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les collectivités territoriales peuvent créer avec l'Etat et les établissements publics ou d'autres organismes qui contribuent à l'aménagement et au développement de leur territoire des organismes de réflexion, et d'études et d'accompagnement des politiques publiques, appelés agences d'urbanisme.

Ces agences d'ingénierie partenariale ont notamment pour missions :

- 1° De suivre les évolutions urbaines et de développer l'observation territoriale ;*
- 2° De participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux ;*
- 3° De préparer les projets d'agglomération métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques ;*
- 4° De contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils du développement territorial durable et la qualité paysagère et urbaine ;*
- 5° D'accompagner les coopérations transfrontalières et les coopérations décentralisées liées aux stratégies urbaines ;*
- 6° De contribuer à la mise en place des observatoires de l'habitat et du foncier prévus au III de l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;*
- 7° D'apporter ponctuellement une ingénierie, dans le cadre d'un contrat de projet partenarial d'aménagement ou d'une convention d'opération de revitalisation de territoire, dans les territoires qui sont situés à proximité de leur périmètre d'action. »*

En créant, avec les agences d'urbanisme, un cadre commun pour la réalisation d'études, la loi vise à contribuer à l'harmonisation des politiques publiques. Ce cadre favorise la conduite

de certaines missions par des collectivités publiques qui y ont intérêt, dans l'exercice de leurs compétences respectives.

L'Agence d'Urbanisme constitue un espace interdisciplinaire mutualisé de ressources, d'études, de recherches, de conseils et d'assistance technique.

Elle intervient dans la construction, la gestion et l'exploitation des bases de données en matière d'observation territoriale à différentes échelles, pour le compte de l'ensemble de ses partenaires, et participe à la constitution et à l'animation d'observatoires partenariaux selon une dynamique d'innovation et d'ouverture renforcée.

Enfin, l'Agence d'Urbanisme est admise à effectuer toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à cet objet social ou pouvant en favoriser la réalisation.

B – L'Epfl du Dauphiné

Face au développement rapide de l'aire urbaine de Grenoble et au manque de foncier accessible pour réaliser les objectifs de logement et de développement économique du Schéma Directeur voté en 2000, la communauté d'agglomération de Grenoble-Alpes Métropole et le Conseil Général de l'Isère créent en 2002 l'epfl de la région grenobloise.

Le périmètre d'intervention de l'epfl s'étend au cours des années 2010 (Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais, Communauté de Communes de Bièvre Est, Communautés de communes du Pays de St Marcellin et Chambaran Vinay Vercors devenues Saint Marcellin Vercors Isère Communauté). Plusieurs communes adhèrent également de façon individuelle pour répondre à leurs enjeux touristiques, et de renouvellement urbain de sites miniers. L'epfl couvre aujourd'hui une diversité de territoires : ruraux, montagnards, périurbains et urbains.

Compte tenu de la géographie et de l'histoire urbaine et industrielle du territoire de l'Aire Grenobloise, les enjeux de requalification foncière et immobilière tant en matière d'habitat que de développement économique et touristique sont au cœur de l'action de l'epfl. Plusieurs sujets sont aujourd'hui prégnants dans l'activité de l'établissement impliquant une bonne connaissance des enjeux et des dynamiques des territoires :

- la requalification des friches industrielles,
- la requalification des centres villes et centres bourgs, avec une intervention sur les commerces et les logements vacants et dégradés,
- la mobilisation de foncier pour construire du logement à coût abordable,
- la requalification des copropriétés dégradées,
- la transformation des tissus bâtis pavillonnaires et/ou anciens,
- le développement de nouvelles capacités d'accueil pour les activités économiques,
- la préservation des espaces agricoles et naturels.

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir, en application du règlement intérieur de l'Agence d'Urbanisme, le cadre et les modalités du partenariat entre l'Agence d'Urbanisme et l'Epfl du Dauphiné.

Par la présente convention-cadre, l'Agence d'Urbanisme s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, compte tenu de l'intérêt porté à ces actions, l'Epfl du Dauphiné s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs, pour lesquels il est précisé qu'il n'attend aucune contrepartie.

ARTICLE 2 - DUREE

La présente convention-cadre prendra effet à compter du 1er janvier 2024 pour une durée de 3 ans soit jusqu'au 31 décembre 2026 sauf en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 9 de la présente convention. Cette durée est prolongée de 6 mois pour la production des documents comptables, d'information et d'évaluation des projets auquel l'Epfl du Dauphiné a apporté son concours et dont la liste est arrêtée chaque année dans les conventions d'application.

La présente convention-cadre pourra faire l'objet d'un avenant de reconduction d'un commun accord entre les parties six mois avant son terme. Dans le cas contraire, elle est prolongée annuellement par tacite reconduction.

ARTICLE 3 - CADRE DU PARTENARIAT ENTRE L'AGENCE D'URBANISME ET L'EPFL DU DAUPHINE

3.1– L'Agence d'urbanisme, organisme partenarial d'ingénierie décryptant les évolutions de la grande région grenobloise

Depuis plus de 50 ans, l'Agence d'Urbanisme suit les évolutions de la grande région grenobloise. Dans le paysage de l'ingénierie publique territoriale, créditée d'une forte expertise, elle tient une place particulière :

- par son modèle économique partenarial qui s'exprime par un programme partenarial d'activité ;
- par ses cœurs de métier observation / planification territoriale / expertises thématiques / urbanisme de projet ;
- par sa grande diversité disciplinaire et méthodologique ;
- par sa capacité d'intervention à des échelles très différentes.

L'Agence prend en compte les mutations sociales, économiques, foncières, climatiques, énergétiques, environnementales ainsi que les changements politiques, législatifs et institutionnels récents.

Les territoires sont en transition : bien au-delà des cadres et limites institutionnels, des écosystèmes territoriaux se forment et se transforment, complémentaires, interdépendants, soumis à influences. Dans cette grande complexité, l'Agence accompagne ses partenaires et l'Epfl du Dauphiné en particulier dans la conception de politiques publiques plus efficaces, plus coopératives, aux bonnes échelles. Du cœur aux franges, entre confrontation des regards et recherche de visions partagées, là où les logiques parfois se heurtent mais aussi s'articulent, l'Agence pose des constats, ouvre des pistes, accompagne les acteurs.

Les évolutions sociétales ont impulsé depuis des années un développement urbain consommateur de foncier. La maîtrise de la consommation foncière et la lutte contre l'artificialisation des sols est aujourd'hui une priorité, impulsant en conséquence une accélération des enjeux de réinvestissement de tissus existants et une refonte des modes de faire la ville. La connaissance du foncier est en enjeu majeur et préalable à toute démarche de projet ou de politique publique, qu'il s'agisse d'un projet de territoire ou d'un projet d'aménagement.

L'Agence d'urbanisme contribue à la connaissance, à la compréhension et au développement de territoires aussi singuliers que pluriels, en évolution permanente. L'observation territoriale est le principal catalyseur du partenariat qui cimente l'Agence depuis 50 ans. Pour répondre aux besoins de connaissances partagées des territoires qu'elle fédère en son sein, l'Agence développe, en propre ou à travers ses nombreux réseaux, des méthodes originales faisant appel à diverses formes et sources de données, grâce notamment au déploiement d'un Système d'information territoriale performant. Elle pilote, coordonne ou anime de nombreux observatoires thématiques partenariaux, comme l'Observatoire foncier partenarial de l'Isère (OFPI).

Elle décline ses analyses de la micro à la grande échelle, en croisant les différentes thématiques de l'aménagement du territoire.

Pour répondre aux besoins de ses partenaires, l'Agence a pris cinq engagements :

- Alimenter l'intelligence territoriale, grâce à une veille stratégique et des analyses thématiques, pour aider à la compréhension des phénomènes à l'œuvre et éclairer les choix politiques.
- Développer l'interaction, au sein d'espaces de dialogue et de coproduction favorisant l'élaboration de projets partagés et les coopérations territoriales, aux bonnes échelles.
- Capitaliser sur l'identité alpine du territoire, pour valoriser son expertise des territoires de montagne et s'ouvrir à de nouveaux partenariats et projets.
- Accompagner les mutations numériques des territoires, en mobilisant les datas, en développant les services pour les rendre accessibles, et en devenant un interlocuteur pour étudier et développer les territoires numériques de demain.
- Valoriser et partager l'information, pour décrypter, expliciter, mettre en perspective, les données et analyses afin de construire, nourrir et partager une culture du grand territoire grenoblois avec tous ceux qui contribuent à son développement.

Après la publication de la loi Climat & Résilience d'août 2021, les instances de l'Agence ont souhaité que l'Agence se constitue comme un centre de ressources et anime une communauté d'acteurs autour du ZAN. Ils ont validé l'inscription de jours socle dans le programme partenarial afin d'aborder le sujet sous l'angle des 4 entrées suivantes :

- Décryptage et sensibilisation des enjeux d'application locale du ZAN : production de publications et mise en place d'un centre de ressources Parlon'ZAN
- Observation : partage et débat sur la question des bases de données existantes dans le cadre du club observation ZAN
- Chaîne d'acteurs du ZAN : Réflexion collective pour identifier les acteurs concernés par le ZAN selon différentes sphères (résidentiel, économique, aménagement, agriculture, gestion des espaces naturels).
- Exploration : séances internes de travail sur les leviers opérationnels du ZAN, les conditions pour développer l'expertise pour approcher la fonctionnalité des sols, etc.
- Réflexion pré-opérationnelle : aider à repérer les secteurs à enjeux et à définir leur condition de mutabilité afin d'éclairer la décision de réaliser des opérations d'aménagement par les collectivités ou leurs partenaires.

3.2. – Les attendus de l'Epfl du Dauphiné

L'Epfl du Dauphiné cotise à l'Agence d'Urbanisme afin d'abonder le socle partenarial qui comprend notamment :

- la documentation ;
- la communication ;
- la gestion de l'observation et le développement des outils de représentation ;
- l'animation du partenariat avec les membres de l'Agence ;
- les réflexions prospectives et l'innovation ;
- l'assistance juridique aux communes.

Rentre aussi à ce titre, la participation de l'Agence d'Urbanisme à des instances diverses et des comités de pilotage ou des comités techniques auxquels elle est invitée ou associée par l'epfl, sans demande de production particulière, dans le cadre d'un simple suivi de ses actions et politiques (ce suivi servant à nourrir la base de connaissance et le socle commun de l'Agence).

En cohérence avec son projet d'établissement et son programme pluriannuel d'intervention 2022-2026, et en cohérence avec les enjeux de sobriété foncière et d'intensification du recyclage urbains découlant de la Loi Climat Résilience l'epfl définit plusieurs axes de collaboration avec l'agence d'Urbanisme qui structurent et précisent sa participation au programme partenarial de l'Agence :

- La connaissance des enjeux territoriaux de son territoire d'intervention mais plus largement de son territoire de pertinence adossé aux EPCI du Sud Isère ;
- L'observation et l'expertise territoriale permettant de nourrir sa réflexion sur les actions foncières à mener en lien avec les collectivités territoriales :

- observation des friches urbaines existantes et en devenir, approche de leur potentiel de valorisation à travers des projets urbains, ou bien de renaturation, de production d'énergie renouvelable
- analyse du gisement foncier et du gisement immobilier, permettant de valoriser les capacités de renouvellement et de densification des tissus urbains constitués,
- repérage territorialisé des passoires thermiques résidentielles pouvant donner lieu à des acquisitions foncières pour favoriser leur rénovation et leur transformation en logement abordable
-
- suivi des marchés immobiliers et fonciers, réflexions méthodologiques en apport de la constitution d'observatoires fonciers et immobiliers au format exigé par la Loi Climat résilience (études de marché résidentiel, commercial ...).
- Partage de connaissance du territoire auprès de l'Epfl du Dauphiné à l'occasion de revues de projet.
- Réflexion pré-opérationnelle : aider à repérer les secteurs à enjeux et à définir leur condition de mutabilité afin d'éclairer la décision de réaliser des opérations d'aménagement par les collectivités ou leurs partenaires, en particulier dans les contextes de revitalisation urbaine.
- L'évaluation de l'action publique afin d'apprécier l'action foncière de l'Epfl du Dauphiné sous le prisme de l'efficacité (rapport entre objectifs et résultats), l'efficience (rapport entre moyen et résultats), cohérence (objectifs et actions réalisés) et utilité (rapport entre besoin et impacts).

ARTICLE 4 - MODALITES DE PARTICIPATION DE L'EPFL DU DAUPHINE AU PROGRAMME PARTENARIAL DE L'AGENCE D'URBANISME

4.1. – Le programme partenarial de l'Agence d'Urbanisme

Le caractère partenarial, au fondement de toutes les actions de l'Agence se matérialise, chaque année sous la forme du programme d'activités élaboré ensemble par ses membres. Ce programme (traduction du Projet d'Agence qui constitue le cadre stratégique partagé) rassemble la quasi-totalité des actions et productions de l'Agence d'Urbanisme au cours de l'année. Il est approuvé par le Conseil d'administration de cette dernière. Ce programme résulte de la synthèse des besoins de connaissances de chacun des membres et de l'identification des demandes et enjeux intéressant l'ensemble des adhérents.

Les collectivités publiques compétentes, dès lors qu'elles sont membres de l'Agence d'Urbanisme, peuvent ainsi demander l'inscription des missions prévues par la loi dans le programme partenarial. Aussi, l'Epfl du Dauphiné propose-t-il chaque année des missions l'intéressant plus particulièrement en cohérence et en continuité avec le programme de l'année précédente ainsi que des nouvelles missions liées au contexte.

Sans préjudice de l'exercice de leurs compétences respectives, toutes les collectivités membres trouvent leur intérêt à la conduite en commun de ces missions au sein de l'espace de dialogue, de débat et de réflexion que constitue l'Agence d'Urbanisme qui, couvrant l'ensemble du territoire concerné, apporte un plus à chacune.

Seuls les membres de l'Agence d'Urbanisme peuvent solliciter l'inscription d'études dans son programme d'activités partenarial.

Conformément à la note technique de l'Etat du 30 avril 2015 relative aux agences d'urbanisme, résultant de décisions propres de l'Agence d'Urbanisme et réalisées par elle-même, les activités du programme partenarial ne constituent en aucun cas des prestations au profit de ses membres et, à ce titre, ne relèvent ni du droit de la commande publique ni de celui de la concurrence.

Ces actions et productions doivent à la fois respecter la nature partenariale et mutualiste du programme d'activités de l'Agence d'Urbanisme et s'inscrire dans ses missions.

4.2. – La contribution financière de l'Epfl du Dauphiné

Conformément aux dispositions du règlement intérieur de l'Agence d'Urbanisme, la participation des membres de l'Agence d'Urbanisme se décline :

- en cotisations d'adhésion, permettant le financement du socle partenarial ;
- en subventions, suivant le programme d'activité annuel, approuvé chaque année par le conseil d'Administration de l'Agence d'Urbanisme.

Pour son adhésion à l'Agence d'Urbanisme, l'Epfl du Dauphiné verse annuellement une cotisation. Le montant des cotisations est décidé chaque année par le Conseil d'administration de l'Agence d'Urbanisme. L'Epfl du Dauphiné délibère chaque année afin de renouveler son adhésion et la cotisation à verser à l'Agence d'Urbanisme.

Des subventions, complémentaires à la cotisation d'adhésion, sont versées par ses membres à l'Agence d'Urbanisme, pour la participation à des missions s'inscrivant dans le programme d'activités partenarial annuel.

Il est entendu que, pour toute étude partenariale à caractère pluriannuel, les subventions peuvent être échelonnées sur plusieurs années.

En intégrant la cotisation et dans une logique de gestion pluriannuelle, il est prévu pour la durée totale de la convention une participation de **212 800 €**. Ce budget correspond au financement de **210** jours d'activité du programme partenarial (70 jours / an), qui sera détaillé dans la convention d'application annuelle. Il intègre l'accès aux missions du socle partenarial, celui-ci étant financé par les cotisations de l'ensemble des membres.

Conformément au principe de l'annualité budgétaire, la subvention sera versée de façon annuelle. L'Agence d'urbanisme s'engage à affecter cette subvention uniquement au financement des projets menés. Conformément aux dispositions de l'article L 1611-4 du Code Général des collectivités territoriales, l'association ne pourra reverser en tout ou partie le montant de la subvention qui lui est attribué à une autre association, œuvre ou entreprise.

Le programme d'activités partenarial est approuvé chaque année par le Conseil d'administration de l'Agence d'Urbanisme.

Les activités du programme partenarial qui intéressent plus particulièrement l'Epfl du Dauphiné sont financées, selon leur nature et leur destination, sur le budget de fonctionnement de l'Epfl du Dauphiné.

Chaque année, une convention d'application annuelle permettant d'ajuster les accords epfl / Agence d'Urbanisme précisera le programme d'activité partenarial intéressant l'Epfl du Dauphiné et viendra compléter la présente convention-cadre.

Des subventions complémentaires à la subvention annuelle pourront, s'il y a lieu, être versées à l'Agence d'Urbanisme pour des actions spécifiques s'inscrivant dans le programme partenarial éventuellement amendé.

4.3. – Modalités de mise en œuvre

Un bilan d'avancement du programme d'activités partenarial est partagé chaque année entre l'Epfl du Dauphiné et l'Agence d'Urbanisme, à mi-parcours et en fin d'année.

Dans le souci d'amélioration de ce partenariat les accompagnements de l'agence ont été classés en 3 catégories :

- Accompagnement dans la connaissance des enjeux territoriaux pour l'élaboration et de la mise en œuvre du programme pluriannuel d'intervention ainsi que dans le cadre de l'adhésion de nouvelles intercommunalités.
- Accompagnement dans l'appréhension, le décryptage de la loi Climat et Résilience pour définir les enjeux d'observation et les stratégies de trajectoires ZAN en lien avec les territoires membres
- Evaluation de l'action foncière permettant à l'Epfl du Dauphiné d'apprécier son action foncière sous le prisme de l'efficacité (rapport entre objectifs et résultats), l'efficience (rapport entre moyens et résultats), cohérence (objectifs et actions réalisés) et utilité (rapport entre besoins et impacts).
- Co-construction d'outils d'observation et réalisation d'expertises territoriales permettant à l'Epfl du Dauphiné de nourrir sa réflexion sur les actions foncières à mener en lien avec les collectivités territoriales (observation des friches, analyse du gisement foncier ...).

Cette typologie des missions facilite la construction du programme annuel commun et redonne toute sa place aux différents modes d'accompagnement de l'Agence.

L'Agence d'Urbanisme et l'Epfl du Dauphiné souhaitent également préciser le processus de construction du programme annuel assurant une structuration cohérente et s'inscrivant dans la durée.

Chaque phase comprendra des réunions techniques ou politiques permettant de valider l'avancement des projets selon les principes suivants :

- Phase 1 : l'Epfl du Dauphiné et l'Agence d'Urbanisme mettront tout en œuvre afin de faire émerger les nouvelles missions au 3^{ème} trimestre de chaque année.
- Phase 2 : L'élaboration du programme partenarial articulera les objectifs et les moyens des deux structures au 4^{ème} trimestre de chaque année.
- Phase 3 : La mission sera réalisée selon les délais définis.
- Phase 4 : La mutualisation et la valorisation de chaque projet seront évaluées afin d'identifier leur plus-value au 1^{er} trimestre de chaque année.

ARTICLE 5 - MODALITES DE CONTRIBUTIONS FINANCIERES

Au regard de l'intérêt particulier que l'Epfl du Dauphiné porte annuellement au programme d'activités partenarial de l'Agence d'Urbanisme, elle procédera chaque année, sous réserve du consentement à la majorité des membres de son assemblée délibérante, au versement de la cotisation d'adhésion et de la subvention définies à l'article 4 des présentes.

L'Epfl du Dauphiné procédera au versement de sa cotisation annuelle au cours du 1^{er} trimestre de l'année, cotisation basée sur le montant de l'année précédente et réactualisée dès le vote du budget de l'Epfl du Dauphiné.

L'Epfl du Dauphiné procédera au versement de sa subvention annuelle selon les modalités d'engagement comptable fixées chaque année dans la convention d'application.

ARTICLE 6 - MODALITES DE CONTROLE

Au plus tard le 1^{er} septembre de l'année suivant l'année d'exécution de la convention d'application annuelle à la convention cadre, le Conseil d'administration arrête un bilan du programme d'activités de l'année précédente qui est communiqué à chaque membre de l'Agence d'Urbanisme.

L'Agence d'Urbanisme devra procéder à un suivi continu des temps passés afin de pouvoir fournir à l'Epfl du Dauphiné toutes justifications utiles sur simple demande.

De manière générale, en cas d'inexécution avérée, de modification substantielle et en cas de retard significatif dans l'exécution de la présente convention sans l'accord écrit de l'Epfl du Dauphiné, celle-ci peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'Agence d'Urbanisme et après avoir entendu ses représentants, sauf s'il s'agit d'actions reportées ou annulées par l'Epfl du Dauphiné lui-même. Dans ce cas, l'Epfl du Dauphiné en informe l'Agence d'Urbanisme par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 7 - PROPRIETE ET DIFFUSION DES PRODUCTIONS DE L'AGENCE D'URBANISME

Toute production inscrite au programme d'activités partenarial est propriété de l'Agence d'Urbanisme et peut être réutilisée par ses membres qui y ont libre accès. Les productions qui ne sont pas inscrites au programme d'activités sont propriété de leur commanditaire.

L'Agence d'Urbanisme assure la diffusion large des connaissances et des informations recueillies sur son aire d'intervention. Les études produites sont référencées dans la base de données documentaire, les travaux issus du programme partenarial d'activités sont accessibles au public selon des modalités arrêtées par les organes décisionnels de l'Agence d'Urbanisme.

Dans le prolongement du renouvellement de la convention cadre, la convention d'échange de données entre l'Agence d'Urbanisme et l'Epfl du Dauphiné est mise en place. Cette convention a pour objet, d'une part, d'affirmer l'engagement réciproque des parties à s'échanger les informations et données afin de faciliter l'exercice de leurs compétences respectives et, d'autre part, de définir les conditions dans lesquelles chacune des parties met des données à disposition d'autres et en reçoit de ces autres parties.

ARTICLE 8 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations conventionnelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (Règlement général sur la protection des données).

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Fait en deux exemplaires originaux, dont l'un pour chacune des parties.

A Grenoble, le :

**Pour l'Agence d'Urbanisme de la
Région Grenobloise
Le Président,**

**Pour l'Epfl du Dauphiné,
Le Directeur**

Bruno CATTIN

Vincent REMY